



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation au Liban

Question au Gouvernement n° 2335

Texte de la question

SITUATION AU LIBAN

M. le président. La parole est à Mme Nadia Essayan.

Mme Nadia Essayan. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, vous vous doutez probablement que je vais vous parler de la situation au Liban, ce pays ami de la France depuis des siècles. Les Libanais manifestent pacifiquement depuis le 17 octobre. Alors que ce pays a souffert pendant de longues années d'une guerre fratricide, les images qui nous parviennent du soulèvement actuel sont celles d'un peuple uni et solidaire, qui demande à être gouverné de manière plus efficace et plus digne. *(M. Jean-François Parigi applaudit.)*

Ils dénoncent la corruption et le manque d'action pour redresser un pays en situation de blocage et criblé de dettes.

M. Fabien Di Filippo. Vous parlez de la France ?

Mme Nadia Essayan. Une possible dévaluation de la livre libanaise serait une catastrophe pour la majorité d'entre eux.

Plus encore, c'est le fonctionnement démocratique qui est ciblé. Ce qui ressort en effet de leurs messages, c'est que les Libanais ne veulent plus être soumis au régime confessionnel et souhaitent une nouvelle démocratie, plus ouverte, plus laïque.

La conférence internationale de soutien financier au Liban, baptisée conférence Cèdre, du 6 avril 2018, qui avait réuni un grand nombre de pays et d'organisations pour soutenir l'économie libanaise, n'a toujours pas atteint son but.

En réponse aux premières journées de manifestation populaire, le gouvernement a proposé une série de réformes, mais cela n'a pas suffi à rétablir la confiance du peuple.

Comme le réclamaient les Libanais, le Premier ministre vient d'annoncer la démission de son gouvernement. Nous savons tous que la situation n'est pas réglée pour autant.

Monsieur le ministre, de quelle manière l'amitié fidèle et réciproque entre la France et le Liban s'exprime-t-elle aujourd'hui, en ces heures difficiles où les Libanais ne semblent plus compter que sur eux-mêmes ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Le Liban traverse une crise très grave. Depuis une quinzaine de jours, d'importantes manifestations de la population, des incidents et des tensions ont éclaté. Elles traduisent la crise de confiance d'un pays déjà fragilisé par son environnement régional, marqué par des conflits dont il tente de s'affranchir, et par une économie très faible.

Vous venez de le dire, et j'en informe l'Assemblée nationale, le Premier ministre Saad Hariri a démissionné il y a quelques instants, ce qui, d'une certaine manière, ne fait qu'aggraver la crise.

Dans ce contexte, la France défend deux convictions. La première est qu'il faut appeler les responsables libanais à tout faire pour garantir la stabilité des institutions et l'unité du Liban. Elles sont indispensables et nous ont permis, dans le passé, d'aider à la restructuration de l'État libanais, grâce à la conférence Cèdre, que vous avez mentionnée et que nous avons réunie il y a quelques mois.

La deuxième conviction de la France est qu'il ne peut y avoir de stabilité du pays sans volonté d'écouter les revendications de la population. Les responsables politiques libanais sont-ils décidés à « faire Liban » ensemble ? Font-ils passer l'intérêt collectif du pays avant leurs propres intérêts ? Telles sont les questions qui se posent après la décision du Premier ministre Hariri de se retirer.

M. Ugo Bernalicis. Dites ça à Macron !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Ce dont le Liban a besoin, c'est d'un engagement de l'ensemble des responsables politiques de s'interroger sur eux-mêmes et d'apporter une réponse forte à la population et à sa demande de réformes. La France est déterminée à soutenir le Liban dans cette voie. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à Mme Nadia Essayan.

Mme Nadia Essayan. Monsieur le ministre, pensez-vous que la conférence Cèdre a toujours un avenir dans le contexte actuel ?

M. le président. Faute de temps de parole pour le ministre, il sera répondu à cette question à l'occasion d'une autre séance. *(Rires.)*

Données clés

Auteur : [Mme Nadia Essayan](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2335

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 octobre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [30 octobre 2019](#)